

# **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

## **CONCESSION DE SERVICE AVEC AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

---

### **INSTALLATION ET EXPLOITATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES ALIMENTAIRES**

---

**Consultation n° 2024-007**

**GHT LOT ET GARONNE  
CENTRE HOSPITALIER AGEN NERAC  
(Etablissement support)  
Route de Villeneuve  
47000 AGEN**

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Pièces contractuelles .....	3
1.4 - Durée.....	4
2 - Présentations des établissements et prestations attendus.....	4
2.1- Présentation des établissements .....	4
2.2 - Activités concédées.....	5
2.3- Description des prestations.....	5
3- Exploitation .....	6
3.1 Conditions d'exploitation.....	6
3.2 Entretien des locaux et gestion des déchets.....	6
3.3 Démarche RSE .....	6
4- Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	6
4.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	6
4.2 - Modalités de contrôle et de sanction .....	7
5- Tarification et redevance .....	7
5.1- Caractéristiques des tarifs pratiqués.....	7
5.2- Redevances .....	7
6 - Responsabilités, assurances, sécurité et hygiène .....	8
7 - Obligations générales du concessionnaires .....	8
8 Cession et abandon d'exploitation .....	8
9 Sanction des manquements.....	9
9.1 Pénalités .....	9
9.2 Résiliation.....	9
10 - Règlement des litiges et langues .....	9
11 - Annexes .....	9

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

**L'exploitation de distributeurs automatiques de boissons et denrées alimentaires dans les établissements membres du groupement de commande.**

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier de Penne d'Agenais  
1 Avenue de la Myre Mory  
47140 Penne d'Agenais

Centre Hospitalier de Fumel  
16 rue Pasteur  
47500 Fumel

Centre Hospitalier de Casteljaloux  
14 Rue des Abeilles  
47700 Casteljaloux

GCS SIH  
Route de la Candélie  
47480 Pont du Casse

EHPAD de Puymirol  
Résidence « les terrasses »  
8 Rue des Amours  
47270 Puymirol

EHPAD du Mas d'Agenais  
17 Chemin de Venteuilh  
47430 Le Mas d'Agenais

Le contrat est soumis aux dispositions des articles L 1121-1 et suivants du Code de la Commande Publique relatives aux contrats de concession, par lequel le concédant confie la gestion d'un service à un concessionnaire dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats d'exploitation à travers des recettes perçues directement auprès des usagers.

Le présent contrat comporte :

- Une autorisation d'installation et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes et froides, de denrées alimentaires et confiseries.

Les prestations de services assurées par le concessionnaire sont :

- Les opérations d'approvisionnement, de ventes et d'encaissement ;
- La gestion commerciale, l'adaptation des produits commercialisés et services ;
- L'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements ;

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## **1.3 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes
- l'ensemble des documents déposés avec l'offre dans le cadre de la mise en concurrence.
- L'annexe financière

#### **1.4 - Durée**

La concession prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2025.

La présente concession est conclue pour une durée ferme de sept ans.

La date de fin du présent marché sera identique pour toutes les prestations et ne pourra donc excéder le 31 décembre 2032.

## **2 - Présentations des établissements et prestations attendus**

### **2.1- Présentation des établissements**

#### **2.1.1 - Centre Hospitalier de Penne d'Agenais :**

Le Centre Hospitalier de Penne d'Agenais propose une offre adaptée à son territoire de l'Albret avec un Suite de Soins et Réadaptation (20 lits). On y retrouve également des consultations avancées et une antenne SMUR. Le Pôle Nérac comprend également deux Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes pour une capacité totale de 185 résidents et un Service de Soins Infirmiers A Domicile.

#### **2.1.2 - Centre Hospitalier de Fumel :**

Le Centre Hospitalier de Fumel est un hôpital de proximité qui répond aux besoins de la population du secteur et s'inscrit dans une filière de soins à vocation gériatrique.

Il constitue le premier niveau de la prise en charge de soins et assure son rôle de structure sanitaire de proximité avec ses services :

- de Médecine (8 lits),
- de Soins de Suite et de Réadaptation (24 lits),
- de Soins de Longue Durée (30 lits).

#### **2.1.3 - Centre Hospitalier de Casteljaloux :**

Le Centre Hospitalier de Casteljaloux est un établissement public de santé, qui a fait l'objet d'une reconstruction en 2014. Il dispose de locaux récents, fonctionnels et agréables.

Il comprend plusieurs services :

- Un service de soins de suite et réadaptation de 25 lits (Spécialité personnes âgées polyvalentes).
- Un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) de 93 lits, dont un PASA (Pôle d'activité de soins adaptés) de 14 places. Le service comprend une unité permettant d'accueillir des résidents avec troubles psycho-comportementaux.

Diverses équipes mobiles interviennent sur le site :

- Equipe mobile de soins palliatifs
- Equipe mobile de gériopsychiatrie
- HAD (Hospitalisation à domicile) ...

L'établissement dispose d'un équipement de télémedecine lui permettant d'assurer des consultations médicales à distance, ainsi que d'une salle de radiologie conventionnelle nouvellement implantée.

Le centre Hospitalier de Casteljaloux est en direction commune avec l'EHPAD du Mas d'Agenais.

#### 2.1.4 - GCS SIH 47 :

Le Groupement de Coopération Sanitaire de Services Inter Hospitaliers du Lot-et-Garonne a été créé le 05 décembre 2014 par arrêté du Directeur Général de l'ARS Aquitaine et procède de la transformation juridique du SIH47 telle que prévue par la loi HPST du 21 juillet 2009.

Constitué en 2001, le SIH47 avait pour objet de développer une activité logistique entre ses membres (cuisine et blanchisserie).

#### 2.1.5 - Ehpad de Puymirol :

Située dans la ville de PUYMIROL, la maison de retraite EHPAD LES TERRASSES est un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) public de 71 places.

Cet EHPAD dispose d'une unité Alzheimer de 15 places. Il propose un hébergement temporaire de 6 places.

#### 2.1.6 - Ehpad du Mas d'Agenais :

Située dans la ville de LE MAS D'AGENAIS, la maison de retraite EHPAD LE MAS D'AGENAIS est un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) public de 61 places. Cet EHPAD ne dispose pas d'une unité Alzheimer.

### 2.2 - Activités concédées

Les établissements consentent au concessionnaire l'exclusivité des activités de :

- Distributeurs automatiques

### 2.3- Description des prestations

Les locaux mis à disposition par les établissements concédant comprennent les lieux dans lesquels les prestations de distribution automatique et de gestion des services devront être assurées ainsi que les locaux techniques nécessaires à l'activité.

Un état des lieux et un inventaire sont dressés contradictoirement à l'entrée en jouissance.

Les sites mettent à disposition du concessionnaire une arrivée d'eau froide, d'eau chaude et d'électricité.

Les consommations de fluides sont facturées au concessionnaire sur la base des relevés des compteurs installés par le concessionnaire pour l'électricité.

Le parc existant et l'emplacement figurent en annexe du présent CCTP pour chaque établissement.

Pour certains établissements il n'y a pas d'appareils actuellement en service, le candidat proposera les équipements en adéquation avec l'établissement.

Le choix et la préparation des emplacements destinés à recevoir les automates, incombent à l'Etablissement. L'Etablissement fait réaliser à ses frais les aménagements nécessaires, en conformité avec les normes légales en vigueur, pour l'alimentation en eau et en électricité.

Le concessionnaire prend à sa charge l'ensemble des frais liés à la mise en place (transport, matériel, branchement...).

La société fournira un descriptif des matériels précisant les marques, fiches techniques ainsi que les besoins en énergies et fluides.

Les équipements devront obligatoirement proposer le paiement par carte bancaire.

Le nombre d'appareils est susceptible d'évoluer.

Toute modification fera l'objet d'un avenant.

Le concessionnaire assure l'entretien et le dépannage dans un délai maximum de 48 h.

Le concessionnaire, s'engage à maintenir propres les appareils et leurs abords directs, à les approvisionner à ses frais régulièrement, à assurer les réparations en cas de dysfonctionnements.

Le remplissage est fait quotidiennement du lundi au vendredi, et un contrôle de l'hygiène est fait à chaque remplissage.

Le nettoyage complet des appareils est effectué deux fois par semaine au minimum.

Le candidat devra respecter les lois et obligations en vigueur concernant la distribution de boissons et alimentaire en vigueur et ce pendant toute la durée de la concession.

### **3- Exploitation**

Le concessionnaire assure l'exploitation de l'ensemble de ses activités sur l'emplacement à ses frais, risques et périls.

Le concessionnaire devra pouvoir justifier auprès de l'Etablissement qu'il a obtenu les autorisations nécessaires pour exploiter ses activités sur l'emplacement concédé.

Les ventes de tabac et d'alcool sont interdites.

#### **3.1 Conditions d'exploitation**

Le concessionnaire assurera les services et fournitures à minima du lundi au vendredi afin d'assurer un approvisionnement régulier des différents distributeurs.

Le concessionnaire prendra toutes les mesures pour assurer la continuité de l'exploitation.

#### **3.2 Entretien des locaux et gestion des déchets**

Le concessionnaire s'engage à maintenir en parfait état d'entretien et de propreté les installations.

L'entretien courant et technique sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers.

Il prêtera une attention particulière au bruit de ses équipements.

De même, une attention sera portée au stockage et à l'élimination des déchets qu'il produira.

Le concessionnaire s'engage notamment à respecter les filières d'élimination des déchets mises en place par l'établissement et les normes applicables en la matière.

En cas de manquement et dans un délai d'un mois après réception d'une mise en demeure restée sans réponse, l'établissement pourra procéder aux travaux, réparations, remplacements, entretien aux frais et risques du concessionnaire.

#### **3.3 Démarche RSE**

Le concessionnaire devra être engagé dans une politique RSE, notamment être un acteur clef de l'économie et de la diversité.

S'engager avec une politique de gestion et réduction des déchets, de gestion des ressources (consommables, eau, électricité) et d'approvisionnement privilégiant la biodiversité et les circuits-court.

### **4- Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

#### **4.1 - Rappel des obligations du titulaire**

La présente concession confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique à l'autorité concédante les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique à l'autorité concédante chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

## **4.2 - Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées de l'autorité concédante.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. L'autorité concédante peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, l'autorité concédante se réserve la faculté de résilier cette concession pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## **5- Tarification et redevance**

### **5.1- Caractéristiques des tarifs pratiqués**

En tant qu'établissements public, les établissements souhaitent l'application de prix modérés de la prestation aux usagers afin d'être accessibles au grand public avec une gamme de produits standard / classique mais aussi une gamme variée et dynamique.

Un pourcentage de remise devra être proposé sur l'offre alimentaire à l'ensemble du personnel des établissements.

Le concessionnaire indiquera un prix à l'unité.

Les tarifs ainsi établis sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de la concession telle que décrite par la présente convention.

Le montant toutes taxes comprises des tarifs est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur selon la réglementation.

Moyens de paiement exigés :

- ▣ Le paiement par espèces avec rendu de monnaie,
- ▣ Le paiement par carte bancaire,
- ▣ Le paiement sans contact (portable ou carte)

Les tarifs sont révisables annuellement par référence aux indices INSEE applicables et sous réserves d'en informer l'établissement 3 mois avant l'application des nouveaux tarifs.

Le concessionnaire acquittera toutes les taxes et redevances connues à la date de signature de la présente convention et directement liées à l'exploitation de ses activités.

### **5.2- Redevances**

L'occupation est consentie à titre précaire et révocable moyennant le paiement d'une redevance annuelle d'occupation.

Cette redevance sera fonction du chiffre d'affaire réalisé dont le taux sera fixé dans l'offre financière du candidat retenu.

Un minimum de redevance devra être garanti.

Le concessionnaire transmet chaque année avant le 31 janvier de l'année N+1 le chiffre d'affaire réalisé au titre de l'année N pour permettre le calcul du solde de la redevance d'occupation.

En sus et conformément à l'article 33 du décret 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, le concessionnaire produit chaque année avant le 1er juin, à l'attention du responsable achat, un rapport contenant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la concession.

L'ensemble des pièces justificatives de ce rapport doivent être mises à disposition de l'autorité concédant à tout moment.

## **6 - Responsabilités, assurances, sécurité et hygiène**

Le mobilier et les appareils mis en place devront avoir reçu la certification exigée dans le cas d'utilisation dans des locaux accueillant du public et notamment être conforme aux normes de sécurité incendie.

Le concessionnaire devra assurer et maintenir assurés contre tout risque d'incendie, d'implosion, d'explosion et les dommages de toute nature causés : aux appareils, meubles et marchandises et le vol des appareils ou matériel.

Il devra justifier de ces garanties, couvertures et de la réalisation des maintenances obligatoires auprès de l'établissement concessionnaire annuellement tout au long de la concession.

L'établissement décline toute responsabilité en cas de disparition et vols éventuels dans les locaux mis à disposition du concessionnaire.

En outre et conformément aux articles D 8222-7 et - 8 du Code du Travail, le concessionnaire transmet tous les 6 mois, les attestations sociales et fiscales justifiant sa régularité vis-à-vis de l'administration.

Le concessionnaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Les représentants de l'établissement procèdent à la constatation de la bonne exécution des prestations par le concessionnaire, vérifient et contrôlent le respect des conditions techniques et financières de l'exploitation. A ce titre, les représentants de l'autorité concédant auront libre accès aux espaces mis à disposition et sont autorisés à effectuer une surveillance technique des matériels fournis mais également administrative et financière de la gestion du service.

Le concessionnaire s'oblige à respecter strictement la réglementation sur l'hygiène, les règlements qui régissent les établissements publics de santé, les consignes de sécurité et le règlement intérieur de l'hôpital. Un minimum de 2 contrôles bactériologiques annuels à la charge du concessionnaire sera effectué avec la remise des résultats à la direction de l'établissement.

A l'expiration de la concession, le concessionnaire devra restituer les locaux dans un état conforme à l'état des lieux et à l'inventaire dressé contradictoirement au moment de l'installation.

Il reprendra possession des mobiliers et abandonnera les biens immobiliers par destination, à savoir les cloisons, les fermetures et les constructions annexes qu'il aura été amené à édifier.

## **7 - Obligations générales du concessionnaires**

Le concessionnaire s'engage à informer l'autorité concédante de tout changement survenant au cours de la concession affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son adresse bancaire...

Le concessionnaire s'engage à faire parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le changement de titulaire ne fera l'objet d'aucune modification des clauses de la concession.

## **8 Cession et abandon d'exploitation**

Il est interdit au concessionnaire de céder, sauf à une filiale ou intervenant dans le cadre d'un contrat de franchise, en totalité ou en partie, directement ou indirectement, l'exercice des activités objet de la présente concession. Cette clause s'applique également en cas de sous - location, affermage.

En cas de manquement, il pourra être prononcé la résiliation de la présente concession sans indemnité.

Le concessionnaire ne peut cesser l'exploitation sans l'accord préalable de l'Etablissement. L'abandon d'exploitation pendant une durée supérieure à 3 jours, faute de justification d'un cas de force majeure, entraîne automatiquement la résiliation de la concession, sans mise en demeure préalable.



## **9 Sanction des manquements**

### **9.1 Pénalités**

Sont notamment considérés comme manquements graves et feront l'objet des pénalités suivantes :

- Non-paiement des redevances dans les 60 jours : majoration de 10%
- Non-respect d'une ou des clauses de la présente concession : 50 euros par infraction.

### **9.2 Résiliation**

La présente concession pourra être résiliée sans indemnité dans les cas suivants :

- Liquidation ou redressement judiciaire
- Impossibilité pour le concessionnaire d'exploiter à titre permanent son activité
- Condamnation du concessionnaire
- Non-respect d'une ou des clauses de la présente concession sans action corrective sous 10 jours
- Non-paiement des redevances
- Motifs d'intérêts général

## **10- Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement être entièrement rédigés en langue française.

## **11 - Annexes**

- Annexe financière
- Le recensement des distributeurs automatiques et chiffres d'affaires 2023

Lu et approuvé (signature)